

Le directeur

Paris, le 30 juin 2020

0966

A

**Mesdames et Messieurs les parents d'élèves
scolarisés dans les établissements
d'enseignement français à l'étranger****Mesdames, Messieurs,
Chers parents,**

Vous êtes parents d'élèves de l'enseignement français présents dans 123 pays. Vos vies personnelles et professionnelles ont été partout bouleversées depuis l'apparition de la crise du COVID 19. Je sais que cela a été et reste pour beaucoup d'entre vous une période très compliquée, source d'inquiétude, en particulier dans certains pays plus fragiles ou plus touchés. Certains ont connu la crise dès le mois de janvier et ils en supportent encore les conséquences. La grande majorité d'entre vous y ont été plongés plus tard. Certains en sont sortis progressivement depuis la mi-mai et nous nous réjouissons qu'un peu plus de 160 établissements soient ouverts à ce jour sur les 522 qui composent ce réseau mondial. Mais la plupart d'entre vous êtes encore dans l'incertitude sur l'évolution de la crise sanitaire et sur ses conséquences de plus long terme.

Tous vous avez connu les affres du confinement. Vous vous êtes inquiétés pour la santé de vos enfants et de vos proches. Vous avez dû affronter la complexité de l'accompagnement scolaire de vos enfants tout en poursuivant vos activités professionnelles. La crise sanitaire a pu impacter votre situation économique et vous vous inquiétez sur votre capacité à pouvoir continuer d'offrir à vos enfants l'éducation que vous avez choisie pour eux. Vous vous posez tous de multiples questions pour savoir ce qu'ils ont effectivement appris, s'ils n'ont pas décroché, si les examens seront reconnus avec la même valeur. Vous vous demandez aujourd'hui comment se passera la prochaine rentrée scolaire.

Nous avons cherché à répondre à toutes ces questions avec les équipes de direction des lycées, avec les comités de gestion dans les lycées conventionnés ou partenaires, avec les enseignants et avec vos élus. L'AEFE, elle-même réorganisée dans le cadre du confinement en France, a consacré toute son énergie depuis janvier dernier à construire une réponse cohérente à la crise. Le dialogue local a été partout intense avec vos représentants et je veux saluer l'engagement total des équipes de direction des lycées français qui plus que jamais ont assumé pleinement leurs lourdes responsabilités et assuré leur mission d'interface entre vous et les équipes pédagogiques.

Néanmoins, même si nous avons entretenu un dialogue constant avec les fédérations des associations de parents d'élèves, que je remercie, la gestion de la crise dans l'urgence et la construction d'une réponse globale avec l'aide de l'Etat, n'a peut-être pas permis de vous expliquer suffisamment ce que nous faisons et où nous allons.

Je veux donc aujourd'hui prendre le temps de dresser un bilan provisoire pour nous permettre de tirer quelques leçons et regarder ensemble l'avenir, avec ses incertitudes, pour construire avec vous notre réponse, dans un dialogue confiant, avec pour souci constant la sécurité de vos enfants et la qualité de leur éducation.

Pour bien comprendre notre action, il faut tout d'abord avoir à l'esprit que l'AEFE, opérateur de l'Etat français en charge du réseau de l'enseignement français à l'étranger, a une responsabilité globale à l'égard de l'ensemble des établissements, quels que soient leurs statuts, mais qu'elle l'exerce de façon très différente. Elle assume la plénitude des responsabilités de gestion dans ses 71 établissements en gestion directe (EGD) ; elle partage ces responsabilités avec les comités de gestion dans les 256 établissements conventionnés ; elle apporte son appui, essentiellement en termes de formation, aux établissements partenaires. Dès lors, les décisions qu'elle a été amenée à prendre, y compris pour la gestion des EGD, l'ont été en ayant à l'esprit en permanence les besoins des familles dans tous les établissements et la pérennité des établissements quels que soient leur statut.

* *

Notre première priorité, dès la fin janvier, a été d'apporter un soutien massif aux équipes de direction et aux équipes enseignantes pour mettre en place la continuité pédagogique le plus rapidement possible dès qu'un établissement était en obligation de fermer ses portes. Quelques établissements avaient pu expérimenter ce dispositif à l'occasion de crises politiques ou d'événements graves. Des enseignants, par formation ou par goût personnel, étaient déjà familiers avec l'usage des outils numériques dans leur pratique pédagogique. Mais pour l'immense majorité, il s'agissait d'un défi extraordinairement complexe à relever et les équipes avaient donc besoin de conseil et d'aide immédiatement.

Le service pédagogique de l'AEFE et les plus de 550 enseignants formateurs du réseau ont donc été entièrement mobilisés depuis la fin janvier pour accompagner leurs collègues sur le terrain, dans le respect de l'autonomie pédagogique des enseignants et du projet d'établissement, en tenant compte de la diversité du réseau et de la situation des pays (intensité de la crise sanitaire, qualité des réseaux, etc.).

Les équipes de direction et les enseignants ont reçu dès le début un vademecum qui a été régulièrement enrichi par des fiches complémentaires pour adapter leurs pratiques, accéder à de nouvelles ressources, accompagner les élèves les plus fragiles. La continuité pédagogique n'est en effet pas la transformation de la classe en un exercice virtuel. Elle vise à atteindre les objectifs pédagogiques de l'année avec d'autres moyens, en tenant compte des difficultés de concentration sur des outils numériques, avec le souci permanent d'éviter le décrochage des élèves. Les enseignants avaient donc pour objectif de transmettre un cours adapté tout en gardant un lien direct avec les élèves pour s'assurer de leur bonne compréhension des consignes et des contenus mais aussi pour veiller à leur bon état psychologique.

Près de 80.000 actions de formation et d'accompagnement ont ainsi été mises en œuvre par les inspecteurs et les enseignants formateurs de l'Agence en direction des équipes enseignantes de tous les établissements du réseau. Tout n'a pas été parfait, nous le savons. Il y a pu y avoir des difficultés ponctuelles. La réponse a été complexe à organiser pour les enfants les plus jeunes. Et il est donc nécessaire de faire dans chaque établissement un bilan serein de cette première expérience. Mais partout les équipes pédagogiques ont fait la preuve d'un engagement extraordinaire, avec le souci permanent de progresser dans l'intérêt de leurs élèves. Vous êtes nombreux à le reconnaître et je crois important de le témoigner aux enseignants.

En lien avec le ministère de l'Education nationale et de la jeunesse, nous avons également travaillé activement pour que nos élèves engagés dans la préparation d'un examen national, DNB et baccalauréat, ne soient pas lésés. Tous ceux qui sont dans le « rythme nord » ont ainsi pu bénéficier du contrôle continu et les jurys d'examen ont commencé leurs travaux. Les premiers résultats du baccalauréat, notamment dans la zone Amérique du Nord, nous montrent que le niveau de nos élèves n'a pas pâti de cette situation et que leurs qualités sont bien reconnues. Comme chaque année, les résultats sont excellents et nous nous en réjouissons. Nous allons désormais travailler pour que les candidats dans les établissements du « rythme sud », qui passent normalement ces examens en novembre et décembre, puissent bénéficier également des meilleures conditions possibles pour l'obtention de leur diplôme.

S'agissant de l'accès aux études supérieures, nous avons veillé avec les académies partenaires à ce que les dates de publication des résultats soient bien compatibles avec les calendriers des grandes universités locales. Pour les élèves inscrits sur Parcoursup, le processus a pu se dérouler normalement. 12 743 futurs bacheliers ont candidaté à Parcoursup cette année et à ce jour, 94,4% ont reçu des propositions, un taux en hausse d'ores et déjà en comparaison de la campagne précédente. A titre de comparaison ce taux est de 92% pour la voie générale en France. Le Service d'orientation de l'AEFE (SOSES) accompagne en continu, sept jours sur sept, les élèves, les familles et les équipes éducatives durant la procédure jusqu'au 7 septembre.

* *

La sécurité des élèves, des personnels et des familles a été durant cette période notre priorité absolue. Elle reste l'objectif premier dans le cadre des réouvertures des établissements.

La fermeture des établissements a été décidée par les ambassadeurs, en lien avec nous, au regard de la situation sanitaire locale et des mesures décrétées par les autorités du pays. Nous avons pu éviter ainsi partout qu'un établissement puisse devenir une source d'infection.

Les procédures de réouvertures ont suivi un protocole très strict, sous le contrôle des ambassadeurs, du ministère de l'Europe et des affaires étrangères et de l'AEFE. Dès que la perspective d'une réouverture est tracée par les autorités locales, la communauté scolaire est invitée à travailler, sous l'autorité des chefs d'établissements, dans le cadre des instances prévues par l'homologation (conseil d'établissement, CHSCT), à préparer les conditions de la reprise du travail dans l'établissement. Elles sont partout très complexes et nous avons veillé à ce qu'elles fassent l'objet d'un consensus de la communauté scolaire. Nous constatons à ce jour que dans les 160 établissements rouverts, cela s'est bien passé.

L'expérience acquise va permettre de préparer partout où les autorités locales l'autoriseront la rentrée prochaine. Les chefs d'établissement y travaillent actuellement avec vos représentants et avec les enseignants sur la base de scénarii. Nous n'avons en effet malheureusement nulle part de certitudes absolues sur ce que sera la situation sanitaire dans quelques semaines mais nous travaillons à réduire l'incertitude pour être souples, réactifs et efficaces le moment venu.

Dans le même esprit, les équipes de direction et les enseignants ont reçu des consignes pour préparer pédagogiquement la rentrée avec le soutien du service pédagogique de l'Agence. Nous espérons que le plus grand nombre d'établissements pourra rouvrir normalement mais nous savons que dans de nombreux pays, durant les premières semaines, nous serons sans doute conduits à mettre en place des dispositifs de formation « hybrides », alternant présence des enfants à l'école et travail en distanciel. Ceci est complexe à organiser mais nous pourrons nous appuyer sur l'expérience acquise des derniers mois pour affronter toutes les situations. Nous savons aussi que malheureusement, dans quelques pays, la reprise des cours en présentiel ne sera pas autorisée. Nous y redoublerons d'efforts pour limiter l'impact négatif d'une telle situation pour nos élèves.

Partout, quel que soit le mode d'enseignement que nous pourrions mettre en place, la rentrée ne sera pas une rentrée comme les autres. Tous les enseignants devront établir avec chacun de leurs élèves un bilan de leurs acquis à l'issue des derniers mois passés et construire un accompagnement personnalisé leur permettant d'affronter la nouvelle année avec des bases consolidées. Des consignes ont été passées en ce sens aux équipes pédagogiques, pour construire une rentrée qui se prolongera si besoin quelques semaines avant de s'engager pleinement dans la nouvelle année. Il faut savoir se donner le temps nécessaire et construire une pédagogie adaptée. C'est l'enjeu de tout le travail engagé dans tous les établissements.

* *

L'accompagnement des familles en difficulté et la sécurisation économique des établissements a été le troisième axe majeur de l'action engagée ces derniers mois.

Face à la dégradation de la situation financière d'une partie des familles, l'Etat a décidé de leur venir en aide, sans distinction de nationalité. Il a également mobilisé des moyens budgétaires complémentaires et en trésorerie importants pour aider tous les établissements du réseau à affronter les difficultés économiques liées à une rentrée plus lente qu'habituellement des droits de scolarité, mais aussi pour engager des mesures au bénéfice de toutes les familles. Dans la continuité de l'annonce le 30 avril du plan d'urgence par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. le Drian, le ministre des comptes et de l'action publique, M. Darmanin, et le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Lemoine, le gouvernement a décidé d'inscrire en loi de finances rectificative n°3 une aide exceptionnelle pour le réseau : à savoir 50 millions d'euros de crédits supplémentaires pour financer les bourses au profit des familles françaises en difficulté, 50 millions d'euros de crédits supplémentaires pour soutenir les établissements afin que ceux-ci viennent en particulier en aide aux familles étrangères en difficulté et 50 millions en avance de trésorerie de l'Agence France Trésor à l'AEFE pour lui permettre d'apporter son soutien à tous les établissements du réseau pour limiter l'impact de la crise.

L'AEFE travaille aux côtés des postes diplomatiques à mettre en œuvre ces mesures. Pour les familles françaises en difficulté, plus de 2500 recours gracieux sont en cours d'instruction pour le paiement des droits de scolarité du 3^e trimestre. Les commissions consulaires des bourses se sont tenues jusqu'au 30 mai et elles ont examiné un nombre beaucoup plus important de dossiers, en prenant en compte l'impact de la crise du COVID dans leur évaluation. L'AEFE a engagé depuis le début du mois l'examen de toutes ces demandes avec pour objectif d'apporter une réponse à toutes les demandes dans le courant de l'été pour garantir les inscriptions.

S'agissant de l'aide aux familles étrangères en difficulté, tous les établissements du réseau ont été invités à mettre en place des commissions d'examen des demandes d'aide garantissant transparence et équité. Les premiers dossiers instruits commencent à remonter vers l'AEFE qui apportera le plus rapidement possible des réponses aux établissements.

Par ailleurs, les établissements peuvent être soutenus en trésorerie en cas d'urgence ou pour prendre des mesures de compétitivité dans le cadre autorisé par le plan d'urgence.

Cet effort très important, à un moment où notre pays est plongé dans la crise comme ses voisins, doit être souligné. Il marque la volonté de la nation d'apporter son soutien au réseau éducatif français, dans un esprit de solidarité avec les familles françaises et étrangères les plus fragilisées. Aucun réseau d'enseignement international ne bénéficie d'un tel soutien public dans cet esprit de solidarité, sans distinction de nationalité.

Je sais que certains d'entre vous auraient souhaité davantage de mesures de réduction globales, contestant que la continuité pédagogique mise en place vaille le montant des droits de scolarité. S'engager dans une telle voie, c'était mettre en danger la pérennité des établissements qui vont tous avoir à affronter pendant de longs mois les conséquences de la crise. Ils reviennent déjà tous à la baisse leurs investissements, leurs projets de développement pour renforcer leur solidité économique. Ils doivent garantir le salaire à leurs personnels qui n'ont pas cessé de travailler durant cette période.

Avec vous, avec vos représentants, ils doivent construire leur trajectoire pour les mois et les années à venir avec un grand sens des responsabilités. Dans un esprit de solidarité avec les familles les plus affectées. Et en trouvant les souplesses nécessaires vis-à-vis des autres familles lorsque celles-ci rencontrent des problèmes ponctuels et souhaitent des aménagements de paiement. C'est ce à quoi nous avons veillé depuis le début dans les EGD.

Nous veillerons également dans les prochains mois, conformément aux orientations du plan de développement de l'enseignement français à l'étranger, à mieux associer les représentants des parents dans la gouvernance des EGD. Nous avons prévu d'apporter les modifications réglementaires durant le semestre passé mais la crise du COVID 19 a empêché la tenue des travaux avec vos représentants. Nous les reprendrons dès que possible à la rentrée parce que plus que jamais nous sommes convaincus que c'est ensemble, sur la base d'analyses partagées, que nous construirons les stratégies des établissements afin de sortir de la crise renforcés.

Madame, Monsieur,

L'enseignement français à l'étranger a deux atouts majeurs: le fonctionnement en réseau avec le soutien déterminé de l'Etat. En cette période de crise, ils sont plus que jamais essentiels pour garantir la pérennité de l'établissement où vous avez inscrit votre enfant et pour garantir la qualité de l'enseignement prodigué.

J'aimerais pouvoir vous dire aujourd'hui que la crise est derrière nous et que la prochaine rentrée sera à l'identique de la précédente. Nous savons tous que ce ne sera pas le cas, nulle part. Il faut donc plus que jamais que nous soyons solidaires, dans un esprit de coopération pour soutenir partout les équipes de direction et pédagogiques.

Les établissements, en lien avec le service communication de l'Agence, ne manqueront pas de vous informer des évolutions du contexte sanitaire qui pourraient modifier les dispositifs de rentrée arrêtés en concertation avec vous avant la coupure estivale.

L'AEFE sera tout au long de l'été aux côtés des chefs d'établissements et avec les postes diplomatiques pour organiser la prochaine rentrée scolaire. Ils auront l'occasion de communiquer avec vous pour vous expliquer les mesures de sécurité retenues et l'organisation pédagogique à la rentrée.

Je vous remercie pour votre confiance.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, mes salutations distinguées.

Olivier Brochet



Paris, June 30th 2020.

The Director

**To the parents of students enrolled in French
schools abroad**

Dear Parents,

You are the parents of pupils enrolled in the French schools present in 123 countries across the world. Wherever you are, your personal and professional lives have been turned upside down since the start of the COVID 19 crisis. I know that this has been, and remains so for many of you, a very complicated period in time, a source of deep worry and concern, particularly so in some more vulnerable countries which have been more severely affected. Some of you have been living with the crisis since January and continue to live with the ongoing consequences. The vast majority of you were subjected to the impact of the virus at a later stage. Some of you have been progressively readjusting since mid-May and we are delighted that slightly over 160 schools are now open out of the 522 that make up the global network. However, most of you are still in a situation of uncertainty with regard to how the health crisis will evolve and its long term consequences.

All of you experienced the torments of being in lockdown. You were worried about the health of your children and your loved ones. You had to deal with the complexities of assisting and supporting your children with school work whilst overseeing your own professional activities. The health crisis may have impacted your economic situation and perhaps you are worried about whether you will be able to continue to provide your children with the education that you have chosen for them. You are all asking yourselves many questions, trying to work out what they have actually learnt, whether they stayed focused and whether examinations will be recognized as having the same value. You are also wondering how things will be at the beginning of the next school year.

We have tried to answer all of these questions with the leadership teams at the lycées, with the management committees in approved and partner lycées, with the teaching staff and with your councillors. The AEFÉ, which underwent reorganization as a consequence of the lockdown in France, has devoted all its energies since last January to developing a coherent response to the crisis. Local discussions with your representatives were intense in all locations and I would like to take this opportunity to acknowledge the total commitment of the leadership teams in French lycées, who fully assumed their duties and responsibilities and fulfilled their mission as an interface between you and the teaching staff. Nevertheless, despite our constant interaction with the parent association federations, to whom I am very grateful, managing the crisis and developing a global response with the assistance of the State has perhaps prevented us from providing a sufficiently full explanation of what we are doing and where we are going.

I would therefore like to take the time today to make a provisional assessment of the situation in order to learn from the experience and to look to the future together, with all its uncertainties, in order to develop our response with you, in a dialogue that is based on trust and is characterised by a constant concern for your children's safety and the quality of their education.

To fully understand our action, it should be remembered that the AEFÉ, the French State operator responsible for French education network overseas, has an overall responsibility with regard to all schools, irrespective of their status, and that it exercises this responsibility in very different ways. It assumes full responsibility for the management of the 71 schools under direct management (EGD); it shares these responsibilities with the management committees in the 256 approved school; it lends its support, essentially in terms of training, to partner schools. Consequently, the decisions it has had to take, including for the management of the EGDs, have been taken with the needs of families in all the schools and the long-term future of schools, whatever their status, in mind at all times.

* *

Our key priority, from the end of January, was to provide comprehensive support to leadership teams and teaching staff to ensure that pedagogical continuity was put in place as quickly as possible as soon as a school was required to close. A few schools had already experienced measures of this kind as a result of political crises or serious events. Some teachers were already familiar with the use of digital tools in their teaching practices, either through training or personal preference. But for the huge majority, the challenge that they faced was extraordinarily complex and teaching staff needed immediate support and assistance.

The AEFÉ teaching department and the more than 550 teacher trainers making up the network were therefore fully mobilised at the end of January to support their colleagues in the field in a manner that was respectful of the teachers' pedagogical autonomy and the over-riding project of each school and took into account the diversity of the network and the situation in each country (intensity of the health crisis, quality of networks, etc.).

The leadership teams and the teachers received a guide that was frequently supplemented with additional information on how to adapt their teaching practices, access new resources and support their most vulnerable pupils. Pedagogical continuity is not the transformation of the classroom into a virtual exercise. Instead it aims to achieve the pedagogical objectives of the year by other means, taking into account the difficulties of concentrating when working with digital tools for extended periods, whilst constantly striving to ensure that pupils stay focused on their work and do not drop out. The teachers' aim was therefore to provide suitable lessons whilst maintaining direct contact with their students to ensure that they had not only understood the instructions and content of the lesson correctly, but also to monitor their psychological well-being.

Nearly 80,000 training and support initiatives were therefore implemented by the Agency's inspectors and teacher trainers for teaching staff in all of the schools across the network. We know that not everything was perfect. There were some occasional difficulties. The response was particularly complex to organize for our youngest pupils. It is therefore necessary to make a calm assessment of this first experience in each establishment. However, teaching staff across the network have demonstrated their extraordinary commitment and their determination to progress in the interests of their students. Many of you have recognized this dedication and I think it is important to let the teachers know this.

We have also actively worked with the Ministry of National Education and Youth to ensure that our students involved in the preparation of a national exam, DNB and baccalaureate, are not disadvantaged in any way. All of those who are in the "northern rhythm" have therefore been able to benefit from continual assessment and the exam boards have started their work. The first baccalaureate results, in the North America zone in particular, clearly indicate that our students' academic level has not been impaired by this situation and that their skills are recognized. As in every other year, the results are excellent and we are absolutely delighted about this. We are now going to work to ensure that candidates in "southern rhythm" schools, who normally sit their exams in November and December, benefit from the best possible conditions in which to obtain their qualification.

In terms of access to higher education, we have worked with partner academies to ensure that exam result publication dates are compatible with the calendars of the major local universities. For the students who have registered on the Parcoursup higher education platform, the process took place as normal. 12,743 future baccalaureate holders applied to higher education establishments via Parcoursup this year and to date 94.4% of them have received offers, a rate that is already up in comparison to last year. By way of comparison, this rate is 92% for the general course in France. The AEFÉ career advice department (SORES) will continue to provide students, families and educational teams with support seven days a week throughout the process up until 7 September.

* *

The safety of students, staff and families during this period has been our absolute priority. It remains our key objective as we re-open schools.

The decision to close schools was taken by ambassadors, in conjunction with us, in view of the local health situation and the measures that were imposed by each country's government. We were therefore able to ensure that none of our schools could become a source of infection.

The re-opening procedures have followed a very strict protocol, overseen by the ambassadors, the Ministry for Europe and Foreign Affairs and the AEFÉ. As soon as the prospect of re-opening is drawn up by the local authorities, the school community is invited to work, under the authority of the head teachers, within the framework provided for by the approval (school council, CHSCT), to prepare the conditions for the resumption of work in the school. These conditions are highly complicated everywhere and we did our utmost to ensure that they were subject to the consensus of the school community. Today we can see that in the 160 schools that have re-opened, everything has gone smoothly.

The experience that we have acquired will help prepare for the next academic year everywhere where the re-opening of schools is authorised by local authorities. The school heads are preparing for the start of the next academic year, along with your representatives and teachers, on the basis of various possible scenarios. Unfortunately we cannot say with absolute certainty how the health situation will have evolved in a few weeks' time in any given place, but we are striving to reduce these uncertainties in order to be flexible, reactive and effective when the time comes.

In the same vein, the leadership teams and teachers have received guidelines on how best to prepare pedagogically for the next school year with the support of the Agency's education department. We hope that a maximum number of schools will be able to re-open normally, but we are aware that over the first few weeks in many countries we will doubtless be forced to implement "hybrid" training methods, alternating the children's physical presence at school with remote lessons. This is complicated in terms of organization but we will be able to draw on the experience we have gained over the last few months in order to rise to the challenge of any situation. Unfortunately we also know that in some schools a physical return to classrooms will not be authorised. We will redouble our effort to reduce the negative impact of this situation on our students.

Wherever you are in the world, and irrespective of the teaching methods that we may implement, the start of the next academic year will not be like any other. All of the teachers will work with their students to assess the skills they have acquired over the last few months and develop a personalised support program that will allow them to start the new school year with solid foundations. Guidelines to this effect have been conveyed to teaching staff, in order to plan for a start to the academic year that may be extended over a few extra weeks if required before launching into the new school year as such. It is essential that we take the time we need and adapt teaching as required. This is the challenge facing all areas of work undertaken in all schools.

* *

Supporting families experiencing difficulties and ensuring the economic sustainability of schools has been our third key area of committed action over the previous months.

Faced with the economic downturn in the financial situation of some families, the State decided to come to their assistance, irrespective of nationality. It has also mobilized significant additional budgetary and cash resources to help all the schools in the network to cope with the economic difficulties associated with slower than usual school fee payment, but also to implement measures for the benefit of all families. Following the announcement on 30 April of the emergency plan by the Minister for Europe and Foreign Affairs, Mr le Drian, the Minister for Audit and Public Action, Mr Darmanin, and the Secretary of State for Foreign Affairs, Mr Lemoyne, the government has decided to include exceptional aid for the network in the Amending Finance Act No 3: namely 50 million euros in additional appropriations to finance grants for French families in difficulty, 50 million euros in additional appropriations to support schools in assisting foreign families in difficulty in particular, and 50 million in cash advances from Agence France Trésor to the AEFÉ to enable it to support all the schools in the network in limiting the impact of the crisis.

The AEFÉ is working alongside diplomatic posts to implement these measures. **For French families experiencing difficulties**, more than 2,500 appeals for the payment of school fees for the third trimester are currently being processed. The consular scholarship commissions were held until 30 May and examined a much larger number of files, taking into account the impact of the COVID crisis in their evaluation. The AEFÉ started examining all of these applications at the beginning of the month with the aim of responding to all requests over the course of the summer to guarantee registrations.

In terms of **assistance to foreign families in difficulty**, all of the schools in the network are invited to set up commissions to study requests for aid guaranteeing a transparent and fair approach. The first cases are beginning to be sent to the AEFÉ, which undertakes to provide schools with responses as soon as possible.

In addition, schools may receive cash support in emergency cases or to take competitiveness measures within the framework authorized by the contingency plan.

This huge financial effort, at a time when our country is experiencing extreme crisis like its neighbours, should be highlighted. It marks the nation's desire to support the French educational network, in the spirit of solidarity with those French and foreign families who find themselves in a particularly vulnerable position. **No other international education network enjoys such a degree of public support in this spirit of solidarity, regardless of nationality.**

I know that some of you would have liked to have seen more overall reduction measures, claiming that the pedagogical continuity measures that were introduced did not equate to the value of school fees. To go down this road is to put the long-term security of schools, all of which will have to deal with the consequences of the crisis for months to come, in jeopardy. All of the schools are already experiencing a reduction in their investments and development projects intended to strengthen their economic stability. They must also guarantee the income of their staff who worked throughout this period.

With you, with your representatives, they must develop their trajectory for the months and years to come with an understanding of the inherent responsibilities. In a spirit of solidarity with the families who have been most affected. And by finding the flexibility needed vis-à-vis other families who may be experiencing on-off problems and need to rearrange school fee payments. This is what we have been attentive to since the outset in the EGDs.

In the coming months, we will also ensure, in accordance with the orientations of the development plan for French education abroad, that parents' representatives are better involved in the governance of the EGDs. We had planned to make regulatory modification during the last semester, but the COVID 19 crisis prevented work from taking place with your representatives. We will recommence this work as soon as possible at the beginning of the academic year and we are more convinced than ever before that it is together, on the basis of shared analyses, that we will develop strategies for our schools in order to come out of the crisis in a stronger position.

* *
French education abroad has two key benefits in its favour: its network-based method of operating and the steadfast support of the State. During this crisis period, they are more essential than ever to guarantee the security of the school in which you have enrolled your child and to guarantee the quality of the teaching provided.

I would love to be able to say to you today that the crisis is behind us and that the start of the next academic year will be just like any other. But we all know that this won't be the case anywhere in the world. We must therefore demonstrate our solidarity more than ever before, in a spirit of cooperation to support leadership teams and teaching staff everywhere.

The schools, in conjunction with the Agency's communication department, will inform you of any changes to the health situation which may alter the measures for the start of the academic year as agreed with you before the start of the summer break.

The AEFÉ will be working alongside school heads and diplomatic posts over the summer to ensure the optimal organization of the start of the next school year. They will take the opportunity to be in touch with regarding the security measures that will be implemented and the teaching arrangements for the start of the academic year.

May I take this opportunity to thank you for your confidence in us.

Kind regards,

Olivier BROCHET

